

ÉDITORIAL

Les habitants du village de Bil'in sont aujourd'hui le symbole de la résistance non-violente des palestiniens. La présence du MAN aux côtés de tous ceux qui soutiennent cette résistance se manifeste à travers plusieurs groupes locaux et s'est aussi concrétisée lors de la réunion du 17 février dernier au cabinet de Bernard Kouchner sur ce même sujet. Une nouvelle question arrive au débat : la campagne Boycott-Désinvestissement-Solidarité. Cette initiative, du même type que celle qui a contribué à l'abolition de l'apartheid en Afrique du Sud, est bien moins aisée à générer tant il faut la positionner avec habileté et justesse pour ne pas tomber sous la riposte argumentée de racisme et d'antisémitisme. Mais c'est bien la place et le rôle du MAN que de soutenir la résistance non-violente des palestiniens en participant à des actions conformes aux fondements et à l'éthique du Mouvement. Ces fondements, il en sera bien sûr question au Forum de juillet prochain et c'est tant mieux. Quand on regarde l'actualité économique et sociale, il y a de quoi s'inquiéter de l'incapacité des institutions à réguler sans violence les différents conflits que génère la spéculation financière sur l'ensemble des activités humaines. Heureusement nous retrouvons de quoi espérer quand des groupes et/ou des collectifs, comme les habitants de Bil'in, forts de leur seul « bon droit », sont déterminés à résister par l'action non-violente à toute forme d'oppression et/ou de répression.

Mais espérer ne suffit pas ! L'action, la formation, l'information et la diffusion d'outils sur le thème de la non-violence sont des engagements indispensables pour la promotion d'une culture de paix. Du soutien à Bil'in à l'Intervention Civile de Paix au Mexique en passant par les actions de résistance locales ou nationales, les engagements des groupes MAN sont complémentaires les uns des autres et complémentaires des causes qu'ils défendent et des groupes qu'ils soutiennent, et ce parce qu'« *une injustice commise quelque part est une menace pour la justice dans le monde entier* » (Pasteur Martin Luther King).

Pour accompagner tous ces engagements à partir du siège de notre mouvement, nous souhaitons bienvenue à Katia, qui remplace Lore, à qui nous disons merci, au revoir et bonne chance pour son projet d'étude sur l'observation internationale.

Et voici encore une bonne nouvelle, signe de reconnaissance et gage de crédibilité et d'efficacité : le MAN a reçu l'agrément Jeunesse et éducation populaire.

SOMMAIRE

Soutenir Bil'in	2
Ekta Parishad : en marche vers 2012	3
La construction de la Paix au Chiapas	3
Campagne du MAN : «Télé, pas de pub destinée aux enfants»	5
La non-violence une force pour agir : formation en Normandie	6
En conscience je refuse d'obéir	7
Du service civil au service civique	8

Soutenir Bil'in.

- Daniel Noisette, du MAN Côte d'Or, fait le point sur quelques initiatives possibles.

La situation est de plus en plus difficile pour le mouvement de résistance populaire non-violent palestinien (des arrestations de leaders, de nombreux blessés, des morts, des décisions de justice non-appliquées...). Le mouvement de colonisation, colonisation de terres et démolition de maisons palestiniennes, s'amplifie à Jérusalem-Est et autour de la ville avec peu de réactions de l'Union Européenne, des Etats-Unis, ou de la France. A Gaza, le blocus est toujours là. L'Egypte, avec l'aide des Etats-Unis, construit son mur souterrain et la marche pour la paix a été bloquée au Caire. Les agressions militaires reprennent, en riposte à des tirs possibles de missiles lancés depuis Gaza. Bil'in reste le symbole actuel de la résistance populaire non-violente qu'Israël veut *absolument anéantir*. La 5ème Conférence Internationale de Bil'in aura lieu du 21 au 23 avril 2010 et des centaines d'internationaux y participeront. Le « modèle » Bil'in est copié par d'autres villages comme Al Ma'sara, dans la vallée du Jourdain, au sud d'Hébron. Comme Bil'in et Nil'in, d'autres villages voient leur territoire se réduire sans cesse par l'extension de colonies.

Alors que faire ?

- Développer la pétition lancée par 7 associations dijonnaises lors des rassemblements mensuels depuis septembre 2006 et sur Internet depuis un an. Il existe

une autre pétition en anglais sur le site de Bil'in qui demande de développer la solidarité internationale, d'agir sur les gouvernements et parlements en se focalisant sur le respect des droits de l'homme et de la loi internationale, et d'envoyer des équipes civiles de paix sur place.

Voici les adresses électroniques de ces pétitions : www.gopetition.com/online/24042.html et www.bilin-village.org

- Faire connaître cette action en diffusant par exemple le communiqué du MAN à propos de Bil'in.

- Constituer une délégation la plus large possible de parlementaires nationaux et européens et de représentants d'associations pour déposer la pétition et exiger un engagement de l'Union Européenne, à échéance de juin ou d'octobre.

- Tout ceci n'exclut pas d'autres possibilités d'actions : conférences, manifestations diverses, BDS...

Le soutien au mouvement de résistance non-violente de Bil'in dépasse le cadre du village. C'est une action contre l'occupation, contre le mur illégal construit sur les terres palestiniennes, contre la confiscation de la terre et la colonisation et contre la répression violente de l'armée israélienne.

Dépêche de l'AFP du 19 février dernier, suite à la rencontre de plusieurs associations, dont le MAN, au cabinet de Bernard Kouchner le 17 février : **Paris soutient les habitants de Bil'in, appelle Israël à libérer les personnes arrêtées.**

La France exprime sa «solidarité» aux habitants du village de Bil'in, en Cisjordanie, près duquel passe le mur de séparation, et appelle Israël à respecter «leur droit de manifester pacifiquement», a indiqué vendredi le ministère des Affaires étrangères. «Nous appelons Israël à respecter le droit de manifester pacifiquement et à libérer les responsables palestiniens de la campagne de Bilin qui ont été récemment arrêtés», a dit au cours d'un point de presse le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Bernard Valero, en réponse à une question sur cette manifestation.

Deux mille manifestants se sont rassemblés vendredi près du village

pour marquer cinq années de protestations, dans cette localité, contre la construction par Israël du mur de séparation. «La France a toujours manifesté sa solidarité avec les habitants de ce village et ceux qui les soutiennent dans leur combat pacifique pour faire respecter leurs droits. Le choix de la non violence est la seule manière possible de progresser vers la paix», a jugé le porte-parole. La répression s'est intensifiée depuis le début de l'année à Bil'in, situé à 10 km à l'ouest de Ramallah. En six semaines, une quarantaine de Palestiniens et une demi-douzaine d'étrangers sympathisants de la cause palestinienne ont été interpellés. «S'agissant du mur de séparation, notre position n'a pas

changé», a souligné le porte-parole français.

Conformément à la «position constante» de l'Union européenne, «nous appelons Israël à démanteler les portions de la barrière construite à l'intérieur de la Cisjordanie», a-t-il ajouté. M. Valero a salué cependant comme un pas positif le début des travaux pour modifier le tracé controversé d'un segment, près du village, à la suite d'un arrêt de 2007 de la Cour suprême israélienne qui avait reconnu que l'ouvrage portait fortement préjudice aux villageois. Présentée par Israël comme une «clôture antiterroriste», cette barrière, qui doit s'étendre à terme sur plus de 650 km, est qualifiée de «mur de l'apartheid» par les Palestiniens.

Ekta Parishad : en marche vers 2012.

- *Christian Boury-Esnault restitue le contexte global de ce mouvement.*

Lors de la grande marche organisée par Ekta Parishad en octobre 2007 (la Janadesh), 25000 paysans sans terre ont défilé pendant un mois pour réclamer de pouvoir vivre décemment sur une terre qu'ils pourraient cultiver. La marche et la mobilisation afférente ont abouti à des résultats concrets : d'une part, une loi sur les forêts a été votée en faveur des populations autochtones (les Adivasis) et d'autre part, un comité national pour les réformes agraires a été installé comprenant des membres de la société civile (dont Ekta Parishad). Mais le temps du gouvernement et de la politique n'est pas forcément le temps des plus pauvres pour qui attendre signifie vivre dans la misère. Le résultat des dernières élections avec la reconstitution du parti du congrès et du premier ministre Manmohan Singh permet une certaine continuité dans les négociations. Malgré cela, Ekta Parishad, tout en participant au travail du comité national, a décidé de continuer à maintenir la pression sur les autorités en annonçant une nouvelle marche encore plus massive que celle de 2007. L'objectif est de réunir 100 000 personnes. Le nom donné à cet événement est Jansatyagraha. La préparation d'une telle marche ne s'improvise pas et requiert un long travail en amont. D'abord il s'agit de

mobiliser les marcheuses et marcheurs qui font partie des populations les plus défavorisées de l'Inde. Ensuite il faut préparer l'intendance (tout le monde doit avoir à boire et à manger durant la marche, pour prévoir cela chacun est invité à mettre un peu de côté pendant les mois (les années) précédentes la marche : une poignée de riz ou quelques roupies chaque jour permettront le moment venu de subvenir aux besoins du grand nombre). Dernier aspect et non des moindres, il faut garantir l'aspect non-violent de la manifestation et cela nécessite beaucoup de formations. Il faut se rappeler que le dernier jour de la Janadesh, dans Delhi, les marcheurs furent encerclés par la police. La tension fut grande mais le groupe a su garder sa cohésion, sa force et sa confiance en l'action non-violente. Ekta Parishad a organisé le processus pour conduire à 2012 en se fixant un but général pour chaque année : 2009 est l'année du travail constructif (avec la mise en place de projets de développement, de banques de semences) ; 2010 est l'année de la mobilisation des communautés (par exemple 500 communautés Adivasis à visiter) ; 2011 sera l'année de formation au leadership (5000 personnes essentiellement des jeunes doivent être formés pour devenir

responsables d'un groupe lors de la marche) ; 2012 sera l'année de la marche. Parallèlement à ce travail de mobilisation à l'échelle de l'Inde, Ekta Parishad se donne pour but de mettre en réseau différentes luttes paysannes à l'échelle du globe. La racine des problèmes est mondiale donc la résistance et les nouvelles propositions doivent se faire à l'échelle du globe. L'Inde n'est pas isolée et, comme chaque pays, elle se trouve au carrefour de multiples influences. Dans le domaine agricole, les petits paysans à travers le monde sont les proies des mêmes multinationales. Partout les mêmes politiques sont appliquées visant à développer les cultures d'exportation et les grandes exploitations aux dépens d'une agriculture familiale et de proximité. Des contacts sont pris sur les différents continents afin de développer les échanges d'expériences et la solidarité. Pour Ekta Parishad, il est nécessaire d'internationaliser la lutte car cela a une influence sur l'attitude des gouvernements. Voilà pourquoi Rajagopal, leader d'Ekta Parishad, vient régulièrement en Europe pour présenter son action et tisser des liens qui à coup sûr pèseront dans la balance en 2012.

Christian Boury-Esnault.

La construction de la paix au Chiapas.

- *Voici quelques échos envoyés par Elisabeth Maheu-Vaillant de la soirée témoignage donnée le 25 février à Rouen, par Blandine Figuet-Maheu, volontaire de paix au Chiapas avec le SIPAZ.*

Le SIPAZ est à l'origine un programme d'observation internationale, créé au Chiapas en 1995, en réponse à la demande d'acteurs locaux (organisation des droits humains et évêque). Coalition d'organisations religieuses et/ou non-violentes, le SIPAZ participe aujourd'hui à la construction d'une paix positive : Droits de l'Homme, justice sociale, sécurité humaine. Il s'agissait au départ de diminuer la violence directe (paix négative) par une présence internationale et une information (information internationale pour provoquer un effet boomerang, et information locale pour diminuer les rumeurs donc les peurs face aux rumeurs). Mais « Parler avec tous » n'a pas été pas immédiatement compris, d'où un programme d'éducation à la paix; et un programme d'articulation entre les acteurs locaux pour leur donner l'occasion de chercher ensemble des

réponses aux violences structurelles. Trois axes en font aujourd'hui un mode d'intervention civile de Paix original : Accompagnement international + Sensibilisation à l'action + Promotion de la paix.

Le Chiapas est l'un des 32 états du Mexique. Le Chiapas produit 30% de l'électricité du Mexique, est riche en pétrole, en ressources naturelles et agricoles, mais paradoxalement, 30% des 4.2 millions d'habitants du Chiapas vivent sans électricité. La discrimination raciale est encore forte : dans les années 70-80, les indigènes devaient descendre du trottoir quand passait un blanc (*Indigène est là-bas le mot non péjoratif que se donnent les Indiens*). Etat frontière, passage de drogue et de migrants, ressources naturelles, tourisme, le Chiapas est un état très stratégique, qui subit la militarisation, l'impunité, et la

criminalisation de la protestation sociale. La présence de 140 camps militaires affecte gravement la vie communautaire (alcoolisme, toxicomanie, prostitution, MST, violence domestique, dépendance économique). Les limites des fonctions entre armée et police sont brouillées. Les groupes paramilitaires ne sont pas désarmés. Le SIPAZ a observé une détérioration de la situation sociopolitique au cours des derniers mois et une recrudescence de la violence directe. **Le thème de la terre et du territoire est au cœur de l'organisation et de la répression actuelle** : il s'agit bien sûr de la propriété du lopin de terre, et au-delà, de la question des forêts, de l'eau... mais aussi des valeurs et des rites (Madre Tierra). Ce thème génère une grosse mobilisation, de fortes tensions et une grande répression, étant donné les intérêts économiques en jeu.

Chronologie indicative

1810 : Indépendance puis guerres, invasions et dictatures militaires.

1910 : Révolution, croissance économique, un parti.

1983 : **Forêt Lacandone** : les zapatistes prennent le maquis, forme de guérilla traditionnelle (EZLN).

1989 : chute du prix du **café** (seule ressource apportant des revenus en plus des récoltes alimentaires)

1992 : réforme de la constitution qui facilite la commercialisation des terres, et affaiblit donc le système 'ejidal', structure fondamentale de l'organisation communautaire indigène.

1er janvier 1994 : Entrée en vigueur de l'accord de libre échange entre États-Unis, Canada et Mexique ; jour choisi par les zapatistes pour déclarer la guerre au gouvernement mexicain : **12 jours de guerre** et 145 à 1000 morts selon les sources. Ce conflit est le résultat d'un processus long et complexe d'organisation des peuples indigènes face à un contexte d'injustice historique. Face à la mobilisation nationale et internationale, le gouvernement décrète un cessez le feu.

Février 1996 : Suite à un processus de dialogue discontinu, les Accords de Paix de San Andres sont finalement signés

en vue d'être transformés en un texte de loi reconnaissant les droits et la culture des peuples indigènes.

De 1996 à 2000 : le gouvernement jouera un double jeu : il parle de paix et fait la guerre. « La guerre de Basse Intensité » et les activités paramilitaires que cela implique feront des ravages tant en vies humaines qu'en grave détérioration du tissu social. Pendant ce temps, les zapatistes s'efforceront de maintenir le dialogue avec leurs bases et la société civile en général.

2000 : un espoir de changement : pour la première fois depuis 70 ans, ce n'est pas le PRI qui remporte les élections. Les zapatistes reconnaissent une opportunité pour la paix.

2001 : espoir déçu. Le gouvernement fait passer une loi trahissant l'esprit des accords de San Andres et les zapatistes cessent de considérer le gouvernement comme un interlocuteur valable.

2003 : Avec la création des Comités de Bon Gouvernement, les zapatistes choisissent, à défaut de reconnaissance légale, la voie de la construction de l'autonomie dans les faits dans tous les domaines de la vie sociale.

2010 : date symbolique, rumeur d'un nouveau soulèvement...

Voici quelques exemples de processus non-violents de la société civile pour transformer leur réalité :

- **Les « Comités de Bon Gouvernement »** (JBG) : créées en août 2003, ces organisations civiles zapatistes fonctionnent de façon collégiale et rotative : commissions éducation, santé, femmes, production. La justice est administrée avec une préférence pour la conciliation et la réparation plutôt que des condamnations pénales. Ces gouvernements ont gagné en crédibilité auprès des non zapatistes et même du gouvernement.

- **La résistance aux tarifs de l'électricité** : de plus en plus de paysans refusent de payer les factures exorbitantes qu'ils reçoivent. Ils se forment pour réparer les installations et installer leur propre système de panneaux solaires. Mais l'état fait pression sur ces populations pauvres : certains programmes d'aide sont assujettis à la présentation du reçu d'électricité !

- **Las Abejas** : cette organisation indigène, créée en 1992, lutte pour la terre en refusant la voie armée. Ils ont été davantage victimes de la Guerre de Basse Intensité en tant qu'alliés sans défense des zapatistes. Depuis leur massacre du 22 décembre 97, Las Abejas n'ont cessé de réclamer justice, ils résistent aux offres du gouvernement qui cherchent à amollir leur position par des programmes d'aide au lieu de leur rendre justice. 29 des accusés du massacre ont été libérés pour vice de procédure, en août et octobre 2009, confirmation du probable soutien du gouvernement envers les paramilitaires. Le 22 décembre s'est tenu un forum sur « **l'autre justice** », celle de la mémoire historique. Ils ont réaffirmé leur position face à la rumeur pour 2010 : « *Nous ne voulons pas d'une guerre qui coutera à nouveau la vie à des millions de nos frères. Nous voulons une révolution, mais non-violente, pour obtenir la liberté, la justice et la paix et pour récupérer la terre des mains de ceux qui sont en train de la détruire et de la souiller* ».

Les membres du SIPAZ accompagnent ces acteurs de paix (« juste et digne », selon l'expression locale) dans ce processus de transformation sociale, et placent en eux leur espérance. Mais ceux-ci leur enseignent la solidarité, l'esprit communautaire, le respect de la Terre, la patience, l'espoir, la créativité.

Pour plus d'infos ou pour manifester votre solidarité : www.sipaz.org

Forum d'été «La non-violence en 2010: penser, résister, construire.»

En vue du prochain Forum d'été qui se tiendra à Bois le Roi (77) du 25 au 30 juillet 2010, nous vous proposons d'ores et déjà de recenser, au sein de vos groupes respectifs, le nombre de personnes ayant l'intention de participer et de nous envoyer la liste avec leur contact pour le le 30 mars.

Au programme:

- Dimanche 25 juillet :* Accueil
- Lundi 26 juillet :* Pouvoir dire non, oser la désobéissance
L'action non-violente dans les luttes actuelles
- Mardi 27 juillet :* Penser globalement, agir dès maintenant
La cohérence entre la fin et les moyens dans la vie politique
- Mercredi 28 juillet :* Vivre simplement
Vivre simplement pour que les autres puissent simplement vivre
- Jeudi 29 juillet :* Vivre le conflit
Utilité du conflit, pas de paix sans justice
- Vendredi 30 juillet :* Vivre en mouvement
Se donner les moyens de penser, résister, construire

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à nous contacter à l'adresse suivante : man.caroline@nonviolence.fr



Campagne du MAN : Télé, pas de pub destinée aux enfants de moins de 12 ans Les anti-pub gardent le silence

- Grande nouvelle : six sénateurs, à l'initiative de Jacques Muller, se sont mis d'accord pour déposer un projet de loi en octobre prochain. À nous de sensibiliser l'opinion publique pour que ce projet de loi aboutisse. Voici quelques échos de la deuxième heure de silence au Havre organisée par le ChOC* et le MAN Haute-Normandie, soutenue par ATTAC**, le samedi 23 janvier 2010, qui fut encore un succès.

Nathalie : Ma deuxième heure de silence, comme la première, malgré la météo, a été un véritable plaisir. J'adore passer une heure sans parler, à respirer, faire un petit effort physique en extérieur, tout en faisant passer un message auquel je crois. Je trouve ce mode de communication excellent. Les gens sont très amicaux parce qu'on ne les agresse pas en essayant de les convaincre ou de leur faire prendre un tract à tout prix. Certains hochent juste la tête, ou nous disent "bon courage", pour faire part de leur assentiment. Bref, que du bonheur.

Stéphane : Il faisait froid !!!! Sinon merci pour organiser cela. Ce qui m'a donné l'occasion de militer activement pour la première fois depuis longtemps. Pour ma part je suis trop flemmard pour m'investir plus.

Alain : L'heure de silence est pour moi une façon de renouer avec les actions non-violentes que je pratiquais jadis... car je suis maintenant très vieux !!! Cette action simple

a pour vocation de s'amplifier pour devenir efficace. Pour cela non seulement nous devons appeler nos amis à y participer mais il serait intéressant que la presse s'y intéresse aussi. Elle n'est pas venue samedi... Dommage !

Stéphane : J'aime être dans cette situation de statue, de mobilier de rue. N'étant pas affairés à d'autres tâches, on regarde les gens avec un oeil plus aiguisé. Certaines personnes découvrent avec soulagement qu'être contre la pub pour ses enfants n'est pas synonyme d'être un mauvais parent : Comme une libération ! Beaucoup de signatures récoltées, spontanément. Le besoin de s'exprimer de certaines personnes. Un mode de mobilisation toujours aussi enthousiasmant. Même en silence. Je suis toujours partant. J'espère que tous ceux qui sont déjà venus vont revenir. Les polices municipale et nationale sont venues nous dire bonjour, et nous espérons bien la prochaine fois les faire participer !



* ChOC : Collectif Havrais des Objecteurs de Croissance <http://decroissance.lehavre.free.fr>

** ATTAC Le Havre : <http://www.local.attac.org/lehavre/>

Prochaines heures de silence (arriver 5 minutes à l'avance)

MAN Haute-Normandie

Au Havre, devant la librairie Sillage, rue Victor Hugo, de 11h à 12h,
les samedis 3 avril, 15 mai, et 26 juin

Géraldine Hédouin, 02 35 96 52 64, man.normandie@wanadoo.fr,
Franck Barske, 0235558791, les.escargots.cauchois@gmail.com,
Stéphane Madelaine, 0235425504, stephane.madelaine@gmail.com

À Rouen, à l'axe des rues des Carmes et Saint-Lô, de 15h à 16h,
les samedis 17 avril, 24 avril, 15 mai et 22 mai

Plus d'informations : <http://www.nonpubenfants.org>

Dialogues civils et citoyens - Réseau Tensions Sociales

Dans le cadre du réseau Tensions Sociales et Dans l'intérêt du MAN de créer des partenariats sur des projets communs, une première exploration a été effectuée auprès d'associations franciliennes susceptibles d'être intéressées par des thèmes tels que la gestion des conflits, la non-violence, la paix, les tensions sociales, la démocratie participative, la citoyenneté. Ce travail a été effectué par Caroline Carpentier, chargée de mission dans le cadre de son contrat d'emploi tremplin subventionné par la région Ile De France. Elle a eu ainsi l'occasion de rencontrer une partie de ces associations sur le terrain, de découvrir leurs activités, leurs intérêts, etc. De ces contacts ont émergé des demandes et l'envie de se réunir pour discuter des problématiques rencontrées au sein de leur secteur d'activité.

Suite à ce premier travail, il était intéressant de penser à une dynamique de réseau proposant à ces acteurs non seulement les outils dont dispose le MAN en termes de résolution des conflits mais aussi des rencontres.

Au sein de cette mise en réseau, les associations proposant des formations à la résolution non-violente des conflits et à la médiation ont aussi été contactées dans le but de créer des partenariats et d'enrichir la liste des personnes ressources en Ile de France. Parmi elles, l'Institut Européen de la Médiation travaille aussi sur ce type de projet et était très intéressé par la mise en place de rencontres entre associations.

Ainsi est née l'idée de mettre en place des « Espaces de Dialogues » au sein desquels seraient invités des représentants d'associations de terrain (associations en direction de jeunes, de femmes, ...) préalablement contactés et interrogés sur leurs intérêts, besoins, questionnements, projets. Au sein de ces groupes de discussion, les acteurs auront l'occasion de confronter leurs idées sur un thème choisi en lien avec les tensions sociales. La gestion de la discussion s'effectuera selon les techniques de médiation en présence de facilitateurs/intervenants. Ces sessions de dialogues seront suivies d'une évaluation et d'une restitution écrite ou vidéo des données recueillies.

De ces rencontres pourront émerger :

- la proposition de formation plus approfondies à la fin de chaque semestre (MAN/IFMAN/IEM)
- la mise en place de projets communs entre les associations
- l'utilisation des techniques de résolution des conflits, les outils de dialogues, de facilitation au sein des associations, entre les bénévoles et sur leur terrain d'action.
- à terme, la création d'une plateforme régionale, centre de ressources et réseau d'intervenants

Le projet est en partie subventionné par la Région Ile de France dans le cadre du programme « Projets-Citoyens » et cofinancé par Non-violence XXI. Les démarches de mise œuvre ont déjà débuté mais les sessions de dialogues ne commenceront qu'au mois de mai.

La non-violence, une force pour agir : formation en Normandie

- À l'initiative de la commission « Education du jeune citoyen » du MAN Haute-Normandie, quinze personnes de Normandie, du Mans et de la Région Parisienne se sont retrouvées les 5 et 6 décembre autour de l'objectif : « intervenir dans un conflit où l'on n'est pas impliqué au départ, ou bien dénoncer la violence d'une situation ». Un autre but était de se familiariser avec l'exposition « La non-violence, une force pour agir », en utilisant ses panneaux comme support de réflexion. Catherine Steine nous parle du fond et de la forme de cette formation.

La première journée a pris appui sur un échange de situations vécues, concrètes et problématiques racontées par chacun, en petits groupes puis en grand groupe, ce qui aboutit au choix d'une première histoire servant de base de travail en commun. Après un tour de questions, un jeu de rôle mettant tout le monde à contribution a permis de susciter émotions et réactions par rapport à cette histoire : *Dans une classe, une élève se lève : Sonia ne respecte pas les règles posées par l'assistant d'éducation, Julien. Alors que celui-ci lui demande une nouvelle fois de se rasseoir, Sonia répond qu'elle « ne respecte pas les mangeurs de porc ».*

Quatre fois, la scène est rejouée, dans le but d'envisager plusieurs réactions possibles à cette situation conflictuelle. Les acteurs se succèdent dans les rôles de Sonia, Julien, et des élèves, proposant diverses stratégies. Après un temps d'échange, il ressort que la solution la moins adaptée dans cette situation de crise est le dialogue. *En effet, la priorité est de remettre les autres élèves au travail. Julien a le choix entre céder temporairement, ou bien s'engager dans un rapport de force s'il sent que celui-ci est en sa faveur. Il peut aussi adopter la stratégie du « pas de côté », en dédramatisant la situation, en se positionnant là où on ne l'attend pas, par l'humour par exemple. Quoi qu'il en soit, il sécurise le groupe s'il explique ce qu'il fait, et il sécurise Sonia en lui assurant qu'elle sera écoutée, plus tard. Il vaut mieux circonscrire la crise à l'entourage proche de Sonia, en évitant que tous s'en mêlent. Ce n'est pas le moment de régler le contentieux, car les conditions du dialogue ne sont pas réunies à ce moment-là. Il vaut mieux*

garder la discussion pour un temps où les émotions seront retombées.

Le jeu de rôle permet un échange riche autour des ressentis des acteurs. Même si la situation est jouée et transformée, les émotions réelles permettent de mieux prendre en compte les trois points de vue, celui de Sonia, celui de Julien, celui des élèves.

Le matin de la deuxième journée a donné l'occasion de se répartir autour de trois panneaux de l'exposition : « Comprendre la violence : le jugement » ; « S'appuyer sur les lois, construire les règles » ; « Réguler les conflits dans un groupe ». Les échanges en petits groupes ont donné à chaque participant une place pour des questions et des attentes plus personnelles, liées à des pratiques professionnelles ou privées particulières. Quant aux animatrices, elles ont pu expérimenter différentes démarches pour exploiter les panneaux de l'exposition.

L'après-midi, une autre des histoires racontées la veille a servi de base de travail : « Une enseignante spécialisée assiste aux réprimandes et leçons de morale adressées par un collègue à une mère d'élève. Comment dénoncer cette situation ressentie comme injuste ? A quel moment exprimer son désaccord, tout en continuant de collaborer ? ». Après des demandes d'informations pour mieux comprendre l'histoire, le travail a cette fois pris la forme non pas d'un jeu de rôle, mais de la rédaction d'une lettre, en petits groupes, à destination du collègue 'moralisateur'. La lecture des lettres en grand groupe est suivie d'un échange de ressentis. On n'aboutit pas ici à une lettre-type, représentant une conclusion verrouillée, mais à une série de

conseils pouvant être adaptés à des contextes différents. *Pour faciliter la poursuite du travail commun avec le collègue, il vaudra mieux que la lettre restitue concrètement le contexte et rappelle objectivement la situation. Il sera préférable qu'elle évoque un aspect positif et rappelle les points de convergence avec le destinataire. Le ressenti personnel ne sera pas caché. Les propositions pour l'avenir seront préférées aux jugements. Les fonctions et les statuts seront clairement rappelés, et l'intervention d'un tiers proposée. Le message sera plus recevable si l'on essaie de suivre les canaux de communication privilégiés par le destinataire, que ce soit le lien affectif ou au contraire, un cadre plus formel.*

Le jeu de rôle est une forme d'exercice coopératif. La rédaction de lettres à plusieurs suivie d'un échange en grand groupe en est une autre. Faire précéder la réflexion d'un travail coopératif apporte plusieurs bénéfices. Le débat purement intellectuel avec ses jugements et ses critiques est évité, pour laisser la place à un échange empathique entre les différents points de vue, avec des propositions que chacun adopte ou non. Ainsi, la personne ayant raconté l'histoire s'est sentie soutenue et confirmée dans ses propres émotions et projets d'action non-violente. On réfléchit plus efficacement à partir de situations concrètes et vécues. Mais la non-violence ne peut être traitée sous la forme d'un livre de recettes. Elle s'appuie plutôt sur un savoir-faire et une éthique acquis grâce à la pratique, la coopération, et l'enrichissement mutuel. Chacun a pu y prendre sa place, et repartir avec les éléments de réponse qui font le plus écho à ses besoins et à son histoire particulière.

En conscience je refuse d'obéir

- A l'occasion de la sortie de son livre « En conscience je refuse d'obéir » (éditions Des îlots de Résistance) et sous forme d'interview écrit proposé par Marc Dauguet, Alain Réfalo fait le point sur le mouvement des enseignants-désobéisseurs qu'il a initié.

Où en est-on de la résistance des enseignants-désobéisseurs ?

Ce mouvement qui a émergé spontanément à la fin de l'année 2008 est dans une phase d'action de "basse intensité". Le dynamisme de l'an dernier est quelque peu retombé, ce qui est tout à fait normal. Le mouvement se poursuit, de façon moins visible que l'an dernier. Depuis la rentrée, près de 2500 enseignants du primaire ont signé sur Internet la charte de la résistance pédagogique qui est une autre façon de s'afficher en désobéissance. Au mois de janvier, lors des évaluations nationales des élèves de CM2, le réseau s'est réactivé et les médias ont beaucoup parlé de la résistance des maîtres à ces évaluations caricaturales.

Quels sont les objectifs du mouvement : court terme ? Long terme ?

L'objectif général est d'affirmer une contestation qui prend racine sur le plan éthique face à des réformes qui déconstruisent l'esprit et la pratique de l'école publique. C'est une objection de conscience professionnelle qui a vocation, par l'effet du nombre, à créer un rapport de force avec l'administration. Nous avons fixé un objectif dès le départ : l'abrogation du décret sur le dispositif de l'aide personnalisée, prétexte à la suppression des RASED. Ce dispositif est la colonne vertébrale des réformes de X. Darcos. De nombreux

enseignants ne l'appliquent pas, le détournent et mettent en place des projets alternatifs que l'administration finit pas accepter aujourd'hui.

Peut-on à ce jour évaluer quantitativement le mouvement : nombre d'enseignants réellement désobéisseurs, nombre d'enseignants sanctionnés, enseignants ou personnes solidaires ?

C'est un peu difficile. Plusieurs milliers d'enseignants sont en désobéissance ouverte ou cachée. Une centaine a été sanctionnée par des retraits de salaire, mais compensés par les caisses de solidarité qui ont bien fonctionné. Aucun enseignant sanctionné n'a cédé et cela est très important dans le rapport de force. La solidarité des parents d'élèves est par ailleurs bien réelle.

Quelle est la tendance : dynamisme, essoufflement... ?

La tendance est de s'inscrire dans la durée, au moins jusqu'aux prochaines élections présidentielles. Il s'agit de montrer la permanence d'une résistance sur les dossiers pédagogiques. La période intense de l'an dernier est certes retombée, mais l'heure n'est pas à la résignation. C'est une année de transition. Les syndicats n'ont pas encore pris la mesure de leurs échecs et n'ont donc pas encore intégré la dynamique potentielle de la désobéissance pédagogique dans leur

logiciel de résistance. N'insultons pas l'avenir, cela peut encore bouger...

A titre personnel, comment vis-tu ce mouvement, ta situation ?

J'ai vécu ces événements de façon très intense. Ils ont bouleversé mon existence... Je ne regrette rien, bien sûr, car ce mouvement totalement inédit dans l'Education Nationale est véritablement historique. J'ai entrepris deux recours. L'un au tribunal administratif pour contester les 28 jours de retrait de salaire. C'est en attente d'instruction. L'autre au Conseil Supérieur de la Fonction Publique d'Etat pour contester la sanction disciplinaire consistant en un abaissement d'échelon. Là aussi, il faut être patient...

Pourquoi ce livre ?

Ce livre, je l'ai commencé immédiatement après l'épisode de la commission disciplinaire du 9 juillet. Il s'agissait de clarifier pour moi-même et plus largement pour le grand public le sens et la portée de ce mouvement. Il comprend des aspects narratifs sur cette aventure singulière, mais également une analyse pointue des réformes que nous contestons. Il propose également des éléments de réflexion sur la résistance pédagogique, sa légitimité, son contenu, sa stratégie. Je prends le temps également d'expliquer la question de la répression dans la stratégie du mouvement. Le livre se termine par un appel à l'insurrection des consciences...

Vous pouvez commander le numéro de printemps d'Alternatives Non-violentes à anv.revue@wanadoo.fr :
L'autorité à l'école, désobéissance, responsabilité

Formation à l'Intervention Civile de Paix

La session se déroulera du
vendredi 3 au samedi 11 septembre 2010
à Poissy (78)

Pour tous renseignements contacter
Katia : man.katia@nonviolence.fr

Du service civil au service civique

- Une proposition de loi prévoit de remplacer l'actuel service civil volontaire, mis en place en 2006, sous Jacques Chirac, par un service civique. L'objectif est d'attirer 75.000 jeunes en 2014. Un texte, proposé par le sénateur Yvon Collin, soutenu activement par le gouvernement, a déjà été adopté par le Sénat. Il reprend en partie un engagement de Nicolas Sarkozy pendant la campagne présidentielle de 2007. Le nouveau dispositif propose de remplacer l'actuel service civil volontaire qui avait succédé au service militaire obligatoire et qui a eu peu de succès, puisqu'il n'a attiré qu'environ 3000 jeunes en 2009. Ce service civique, qui sera volontaire et non pas obligatoire comme le proposait Nicolas Sarkozy, propose aux jeunes de s'engager dans des missions variées, pour une durée allant de 6 à 24 mois.

La loi de 2006 n'aura pas longtemps été mise à l'essai ! Ce que Chirac avait fait, Sarkozy voulait le défaire. Il le défait, nous y sommes. Le glissement de "civil" (qui renvoie globalement à "société civile") à "civique" (d'acception plus étatique et institutionnelle) témoigne d'un raidissement de l'injonction républicaine, confrontée à son propre échec ! On était entre deux eaux : l'étatique et l'associative (ce qui explique les débuts tâtonnants de la loi de 2006) ; nous voici plongés complètement dans le bain du centralisme administratif.

Voir : http://fr.wikipedia.org/wiki/Service_civique_volontaire_%28France%29

Est civil, selon le dictionnaire Le Robert, ce qui est « relatif à l'ensemble des citoyens, aux rapports entre les individus, à ce qui n'est pas militaire, à ce qui n'est pas religieux ». Est civique, selon la même source, ce qui est « relatif au bon citoyen, à ce qui est patriotique ». Autrement dit le service civil est un service public, laïque, désintéressé, offert à tous, que le citoyen accomplit par conviction, alors que le service civique est l'engagement d'un citoyen remplissant une mission que lui confie l'État et qui, en ces temps de non obligation du service militaire, s'y substitue ! Le virage idéologique est subtil mais sans équivoque : de l'alternative au service militaire, on passe à son remplacement. Le service civil est d'initiative citoyenne ; le service civique est d'initiative étatique. On pouvait choisir de s'engager dans un service civil compatible avec ses choix de citoyen du monde ; on devra, désormais, répondre, ou pas, à des sollicitations conformes à des choix nouveaux qui sont ceux de l'État-nation.

Le bénévolat reposerait-il trop sur le volontariat ? Y aurait-il risque d'incitation à la désobéissance "civile" dans cette

responsabilisation citoyenne ? La réponse est claire : un bon citoyen doit être un citoyen obéissant, un humble serviteur de la puissance publique : voilà ce que cache cette mutation civique du service civil.

Les bénévoles se mêlent de tout. Pour un peu, ils s'intéresseraient à la politique !

C'est une orientation à droite des plus logiques et des plus évidentes que camoufle le discours bien pensant de Martin Hirsh, devenu l'agent exécutif d'une politique de reprise en main et nullement, comme il tente de le faire croire, le créateur d'une initiative nouvelle.

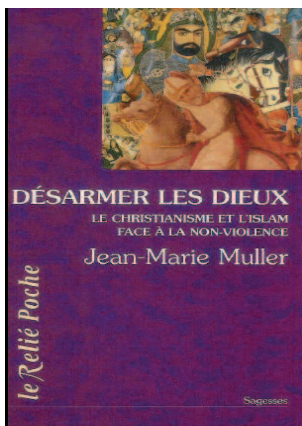
Les non-violents se sont toujours attachés à promouvoir des actions d'intérêt général dont les fins et les moyens soient compatibles, et qui soient ouvertes, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières, sur une solidarité dont les citoyens puissent choisir eux-mêmes les formes. Le service civique, d'inspiration nationaliste, coupé des initiatives des grandes ONG, tourne le dos à cette politique de liberté de l'engagement citoyen !

Le MAN ne saurait approuver cette transformation qui n'est pas que de vocabulaire, et qui, au lieu de relancer l'idée même du service civil motivant les jeunes citoyens, filles et garçons, entend créer, avec le service civique, un corps de volontaires de l'État chargés d'accomplir ce qui leur sera affecté comme tâches !

C'est une régression !

Ouf! Il n'y aura pas de désobéissance civique.

Jean-Pierre Dacheux.



Vient de paraître :
"Désarmer les dieux" de Jean-Marie Muller

Le christianisme et l'islam au regard de l'exigence de non-violence

"Les hommes de foi sont des hommes de certitude. Ils ont la conviction de posséder la vérité ultime, et de la tenir directement de Dieu. De ce fait, ils se donnent volontiers la mission de la défendre contre les infidèles et les hérétiques. Alors, par un détournement de procédure, ils prétendent agir au nom de Dieu en jetant l'anathème tout alentour."

Philosophe et écrivain, Jean-Marie Muller a écrit de nombreux livres sur la non-violence considérés comme des ouvrages de référence en France comme à l'étranger.

MAN-Infos, abonnement 15 € par an, pour les non adhérents.

Responsables de la rédaction :
Marc Dauguet - Élisabeth Maheu

Maquette : Patrick Lescure

Mise en page : BANARE Valérie

Mouvement pour une Alternative Non-violente
114 rue de Vaugirard, 75006 Paris
01 45 44 48 25

man@nonviolence.fr
www.non-violence.fr

Désarmer les dieux, Le Relié Poche, 720 pages, 15 Euros